



**Arrêté préfectoral n°151-DDPP-23
portant prescriptions complémentaires au titre de la réglementation des installations
classées pour la protection de l'environnement**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 8 du livre I ;

Vu l'article R.181-46-II du code de l'environnement ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 février 2020 pris en application de l'article L. 111-18-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 modifié autorisant la société GOODMAN France dont le siège social est à Paris 17ème, 24 rue de Prony à exploiter un entrepôt de stockage de matières combustibles à SURY LE COMTAL, ZAC des Plaines ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 152/DDPP/2022 du 6 avril 2022 portant modification des prescriptions applicables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu la demande présentée le 24 octobre 2022 par la société GOODMAN France, dont le siège social est à Paris 17ème, 24 rue de Prony, en vue d'être autorisé à installer des panneaux photovoltaïques en toiture de l'entrepôt autorisé ;

Vu la demande de dérogation à l'article 1.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 2019 modifié par arrêté préfectoral complémentaire n°152/DDPP/2022 du 6 avril 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 1er mars 2023

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 6 avril 2023 ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

Considérant le II de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui prévoit que toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation ;

Considérant qu'en application du même article, s'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de

l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45 ;

Considérant les éléments présentés par l'exploitant à l'appui de ses demandes ;

Considérant qu'en conclusion de l'instruction de ces éléments, et en l'absence d'évolution du classement du site au titre de la réglementation des installations classées, les modifications, quoique notables, ne revêtent pas de caractère de substantialité rendant nécessaire une procédure d'enregistrement ni d'autorisation environnementale ;

Considérant que l'absence d'évolution du périmètre du projet et de l'état de son environnement naturel et humain ;

Considérant ainsi que les modifications sollicitées peuvent être prévenues par des prescriptions particulières, notamment en application des arrêtés ministériels susvisés ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions de l'article 1.3.3. de l'arrêté préfectoral n°253-DDPP-19 du 21 juillet 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les distances des constructions aux limites de propriété sont de 32 m. Par exception à cette prescription, les limites sont ramenées aux distances suivantes pour les cellules 1 et 5 de l'entrepôt :

- Cellule 1 / limite Nord-Ouest : 26 m
- Cellule 5 / limite Nord-Est : 29 m
- Cellule 5 / limite Sud-Est : 28 m

L'exploitant respecte en toutes circonstances les conditions de stockage utilisées pour les modélisations des effets thermiques d'un incendie des cellules concernées, telles que produites dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, éventuellement corrigées par celles produites dans le porté à connaissance du 25 janvier 2022.

Article 2 : INSTALLATIONS PHOTOVOLTAÏQUES

Les installations photovoltaïques présentées par l'exploitant dans son porté à connaissance du 24 octobre 2022 respectent les dispositions des arrêtés ministériels des 4 octobre 2010, 11 avril 2017 et 5 février 2020 susvisés.

Les installations concernées sont composées de 146 panneaux photovoltaïques (soit 360 m²) installés sur le toit de la cellule centrale de son bâtiment, à savoir la cellule n°3, selon le plan joint en annexe I au présent arrêté.

Elles sont conformes en tous points aux éléments fournis en annexe au porté à connaissance de l'exploitant en date du 24 octobre 2022 et aux annexes II et III du présent arrêté.

Elles sont destinées exclusivement à l'autoconsommation de l'énergie produite. La présence d'installations destinées au stockage de l'énergie produite n'est pas autorisée.

L'analyse du risque Foudre et l'étude technique Foudre du site sont mises à jour avant mise en service des installations ; les travaux éventuels de mise en conformité sont de même réalisés avant mise en service des installations.

Article 3 :

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon:

1. par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire, conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés au 1 et au 2 du présent article.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SURY LE COMTAL et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SURY LE COMTAL pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 5 :

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de SAINT-MARCELLIN-EN-FOREZ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de SURY LE COMTAL,
- à la société GOODMAN France.

Saint-Étienne, le **02 MAI 2023**
Pour le Préfet et par délégation


Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

Laurent BAZIN

Copie adressée à :

- Sous-Préfecture de Montbrison
- Archives
- Chrono

Annexe I

Plan de masse

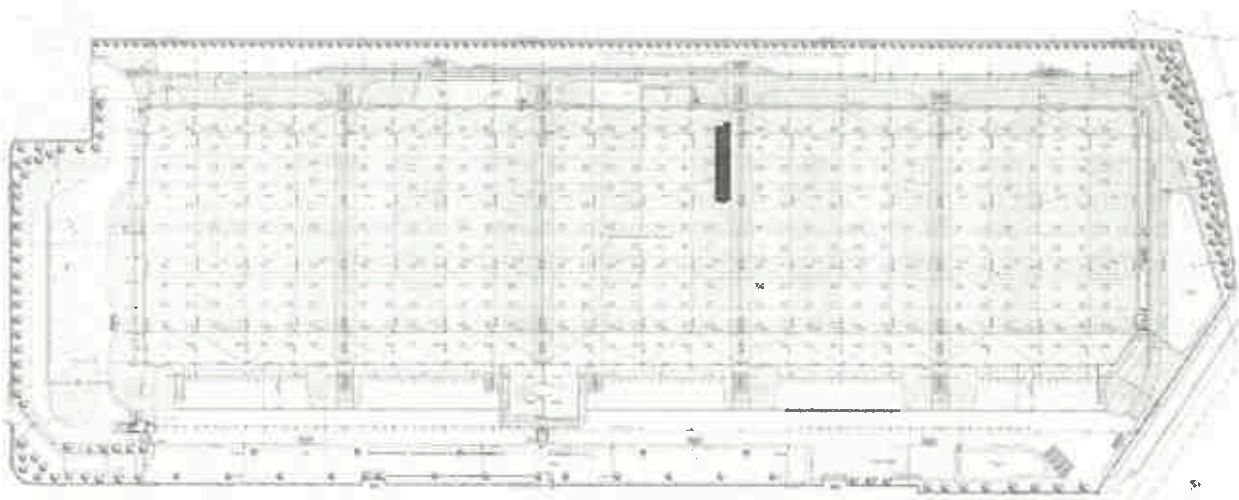
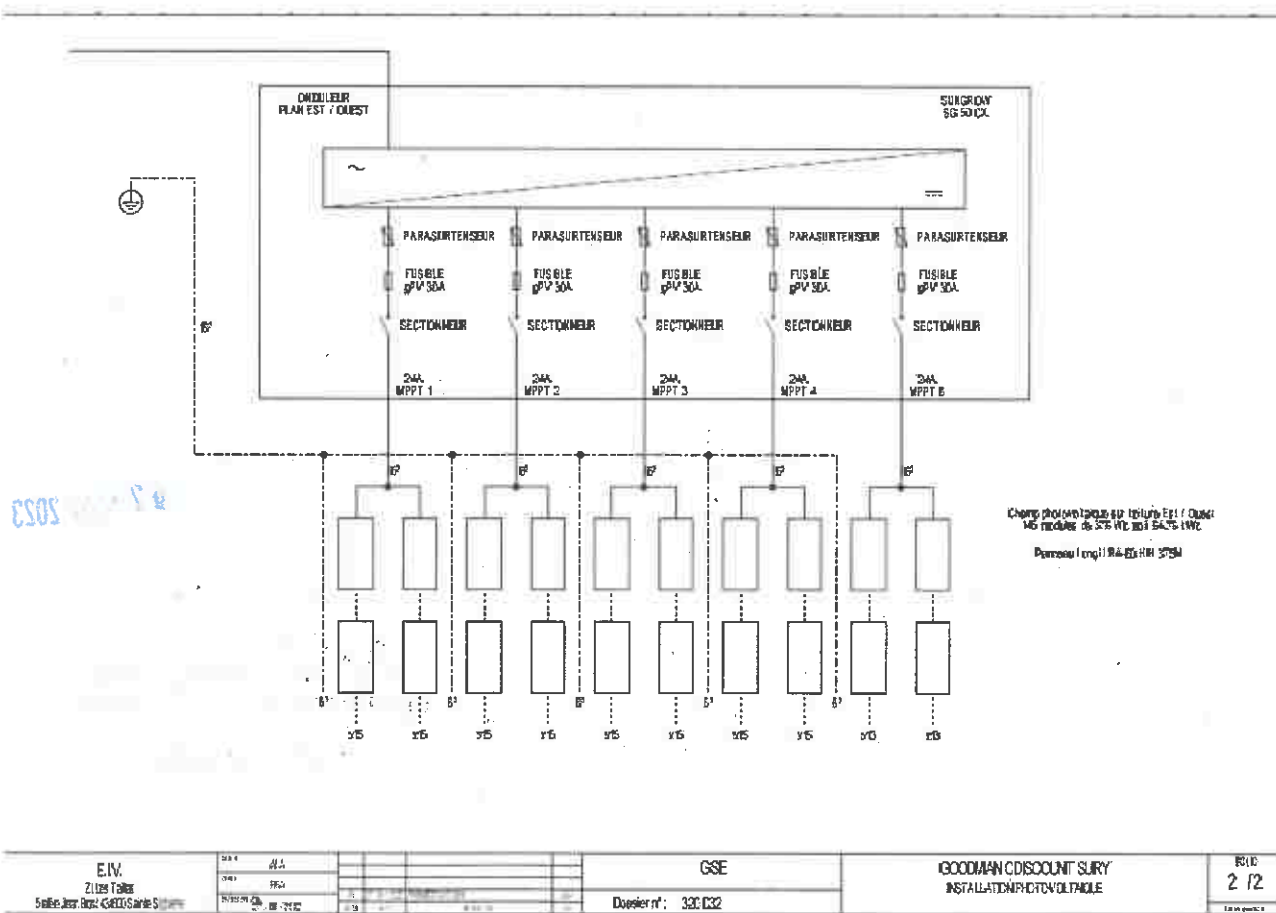


Illustration n° 4 : Plan masse du site (sans échelle)

Synoptique des installations



Annexe III
Plan du local TGBT

